

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 08/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BENTA LYON**

29 AV CHARLES DE GAULLE  
69230 Saint-Genis-Laval

Références : UDR-SSDAS-24-22-ANM  
Code AIOT : 0006103750

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement BENTA LYON implanté 29 AV CHARLES DE GAULLE 69230 Saint-Genis-Laval. L'inspection a été annoncée le 11/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BENTA LYON
- 29 AV CHARLES DE GAULLE 69230 Saint-Genis-Laval
- Code AIOT : 0006103750
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Benta, anciennement Famar, réalise la mise en forme et le conditionnement de produits pharmaceutiques et dispose d'un entrepôt logistique.

L'inspection du 24/01/2024 décrite dans le présent rapport a été annoncée.

L'objet de cette inspection est de contrôler la mise en conformité du site à la suite de l'arrêté de mise en demeure du 8 mars 2022.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque Incendie
- Suivi de la mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 08/03/2022, article Art. 1	Astreinte	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de la visite du site de Saint-Genis Laval de la société BENTA, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de réalisation de l'ensemble des travaux nécessaires à la requalification trentenaire du système de sprinklage. De plus, aucun certificat attestant de la conformité trentenaire de cette protection incendie n'a été présenté.

L'inspection constate que les délais de la mise en demeure sont échus. L'arrêté de mise en demeure du 8 mars 2022 ne peut être levé.

Au regard des constats relevés, l'inspection propose une sanction administrative à l'encontre de la société BENTA, sous la forme d'une astreinte administrative, avec un sursis de 2 mois.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Suivi de la mise en demeure**